

Résumé exécutif - Mars 2022

Les éclaircissants pour la peau toujours en ligne malgré les découvertes de mercure

Résumé exécutif

Contexte

Le Zero Mercury Working Group (ZMWG) mène une recherche sur les produits éclaircissants pour la peau avec du mercure ajouté (PEP) depuis des années, d'abord à cause de leurs risques pour la santé, leur illégalité dans beaucoup de pays et aussi la prohibition de la Convention de Minamata sur le mercure contre la fabrication et le commerce de PEP avec du mercure ajouté, entrée en vigueur en 2021. Entre 2017 et 2022, nos trois recherches séparées ont confirmé la disponibilité mondiale de PEP illégaux avec de hautes concentrations de mercure, ainsi que l'urgente nécessité de faire des réformes légales et programmatiques pour mieux protéger les consommateurs et leurs familles contre des produits peu sûrs, illégaux et falsifiés.

Malgré leurs graves risques pour la santé, les composés de mercure sont souvent ajoutés aux PEP parce que le mercure blanchit la peau en supprimant la production de mélanine. Les PEP ont focalisé l'attention dans la littérature scientifique — avec de nombreuses études qui soulignent leur impact négatif sur la santé et le bien-être. De plus, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a reconnu que le mercure— ajouté à certains PEP—est un “grave problème de santé publique.”

L'utilisation régulière de PEP contenant du mercure peut provoquer des éruptions cutanées, des taches et la décoloration de la peau. L'exposition à long terme peut endommager les yeux, les poumons et le système rénal, digestif, immunitaire et nerveux. Un adulte qui utilise des PEP avec mercure peut exposer les autres membres de sa famille par contact et il peut même qu'il faille décontaminer le foyer.

L'utilisation généralisée de PEP – avec ou sans mercure – est particulièrement préoccupante parce qu'elle est un symbole des sociétés afférées au racisme et au colorisme. Le marché global de PEP est estimé à 8,8 milliards de dollars américains en 2022 et il est prévu qu'il atteigne les 11,8 milliards de dollars américains en 2026. Dans certaines populations, plus de 50% des individus emploient des PEP régulièrement. Une analyse estime que 27,7% d'individus *dans le monde* les a parfois utilisés.

Les PEP contenant du mercure sont vendus dans les marchés locaux et en ligne. L'importance du commerce électronique est particulièrement préoccupante à cause de sa part de marché croissante en général et de la difficulté de réglementer la vente en ligne surtout si le vendeur se trouve hors du pays. Les violations des lois sanitaires et de sécurité que les sites web de commerce électronique facilitent menacent non seulement la santé publique, mais elles créent aussi un terrain de jeu inégal parce que les magasins de “brique et mortier” doivent respecter une législation que les vendeurs étrangers peuvent contourner.

En 2017 et 2018, le ZMWG a acheté 338 PEP dans les magasins locaux de 22 différents pays. Ces produits ont été analysés et on a constaté que 10% d'entre eux contenait plus

de 1 ppm (part par million) de mercure, la limite établie par la Convention de Minamata et respectée par un nombre croissant de gouvernements. En 2019, le ZMWG a mené une étude de suivi des produits avec de hauts niveaux de mercure identifiés dans l'étude de 2017-2018, ainsi que ceux identifiés par d'autres agences gouvernementales et des chercheurs. Des 166 échantillons analysés, 56% contenait plus de 1 ppm de mercure.

Après la publication de l'étude de 2019, on a demandé à la plupart des 13 plateformes en ligne qui vendaient des PEP avec de hauts niveaux de mercure de retirer les produits en question. Certaines l'ont fait, certaines n'ont pas répondu et d'autres ont affirmé qu'elles n'avaient pas l'obligation légale de garantir que les produits vendus sur leurs plateformes soient conformes aux lois nationales ou internationales. Même dans les cas où initialement ils avaient été retirés de la vente, ces produits réapparaissaient parfois plus tard sur les mêmes plateformes de commerce électronique.

Résultats

La recherche de 2020-2022 du ZMWG sur les PEP offerts sur plus de 40 plateformes en ligne et acquis dans 17 pays par nos ONG associées, a de nouveau confirmé que les PEP avec de hauts taux de mercure continuent d'être largement disponibles sur beaucoup de plateformes de commerce électronique très populaires dans le monde entier. Des 271 PEP testés, 129 contenaient plus de 1 ppm de mercure.

La table suivante montre les PEP offerts en ligne contenant plus de 1 ppm de mercure et les pays où ces produits ont été achetés.

Table a : PEP avec plus de 1 ppm de mercure

Marque	Produit	Pays d'achat
Aneeza Gold	Beauty Cream ; Beauty Cream with Avocado & Aloe Vera	Kenya, Inde, Nigéria, Afrique du Sud, Thaïlande, Ouganda
Arché	Formula AA Pearl Cream	Belgique, USA
CCM Special Cream	Anti-Melasma Dark-Spots Cream	USA
Chandni	Whitening Cream	Kenya, Ouganda
Cleo Me'	White - Lemon Formula	Thaïlande
Collagen Plus - Vit E	Night Cream	Bangladesh, Belgique, Inde, Indonésie, Mexique, Népal, Philippines
Dr. Japan	Nano	Kenya, Thaïlande, Ouganda
Due	Beauty Cream	Belgique, Indonésie, Côte d'Ivoire
Egg White & Cherry	7 Days Specific Eliminating Freckle Whitening Cream	Bangladesh, Inde
Erna	Whitening Cream	Indonésie
Face Fresh ; Face Fresh Plus	Beauty Cream ; Gold Beauty Cream	Belgique, Inde, Thaïlande, Afrique du Sud, USA
Faiza	Beauty Cream	Inde, Indonésie, Kenya, Thaïlande, Ouganda, USA

Gluta White	Skin Whitening Cream - Advanced Glutathione Formula	Inde
Golden Pearl	Beauty Cream	Bangladesh, Inde, Kenya, Philippines, Thaïlande
Goree	Beauty Cream with Lycopene ; Day & Night Whitening Cream	Bangladesh, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Philippines
Green Tea	Seven-Day - Whitening Anti-Freckle Cream	Bangladesh
Jiaobi	Whitening & Moisturizing Set : <ul style="list-style-type: none"> • Whitening Day Cream • Whitening Make-up Base • Whitening Night Cream 	Bangladesh, Belgique, Inde, Indonésie, Philippines, Thaïlande
Jiaoli	Bird's Nest - Whitening Spot-Removing Scheme Suit ; HuiChuSu Face Cream 7 Days Specific Eliminating Freckle : <ul style="list-style-type: none"> • Day • Night Miraculous Day et Night Cream : <ul style="list-style-type: none"> • Day Cream • Night Cream Speckle Dispelling & Whitening Cream	Belgique, Philippines, Thaïlande
Jolié	Beauty Cream	Belgique
Kim	Whitening Anti-Spot Night Cream ; Whitening Ginseng et Pearl Cream ; Whitening Pearl et Snow Lotus Cream	Bangladesh, Mexique, Nigéria, Thaïlande
La Crema de Rebeca	Crema Facial	Mexique
La Tia Mana	Crema Limpiadora et Curativa	Antigua & Barbuda, Mexique
Natural 99	Vitamin E Plus : <ul style="list-style-type: none"> • White canister • Yellow canister 	Indonésie, Philippines
New Face	Whitening Cream	Belgique et Inde
Noor ; Noor Gold	Herbal Beauty Cream ; Herbal Whitening Cream ; Beauty Cream	Bangladesh, Inde, Côte d'Ivoire, Kenya, Ouganda
Nunn Care	Crema Limpiadora	Bahréin, Mexique
OU White Extra	Whitening Cream	Mexique
Papaya	Whitening & Freckle-Eliminating package	USA
Parley	Beauty Cream ; Goldie Advanced Beauty Cream ; Goldie Pearl Shine ; Herbal Beauty Cream avec Avocado	Belgique, Philippines, Thaïlande, Ouganda, USA
RDL	Whitening cream - Night Cream	Indonésie
Sakura	Gluta Speed White	Thaïlande
Sandal	Whitening Beauty Cream	Belgique, Inde, Thaïlande
Temulawak	Day & Night Cream - Beauty Whitening Cream - Night Cream	Indonésie, Thaïlande
Yinni Green Tea	Quickacting Whitener and Speckle Remover	USA

Les deux tables suivantes identifient tous les pays et les plateformes de commerce électronique où les PEP ont été achetés lors de la recherche de 2020-2022 du ZMWG, et

énumèrent les produits en relation avec un seuil de mercure de 1 ppm. Ainsi qu'il est expliqué dans le rapport, ces tables sont présentées séparément à cause des différentes méthodes de test utilisées dans les différentes régions.

Table b.1 : Contenu de mercure (selon les résultats du laboratoire) des PEP achetés sur plusieurs plateformes en Europe, Amérique du Nord, Amérique Latine et les Caraïbes

	Pays d'achat	Plateforme de commerce électronique	Contenu de mercure par rapport au seuil de 1 ppm
EUROPE	Belgique	amazon.fr	Moins de 1 ppm
		befr.ebay.be	Moins et plus de 1 ppm
		best.aliexpress.com	Moins et plus de 1 ppm
		bol.com	Moins de 1 ppm
AMERIQUE DU NORD	États Unis	amazon.com	Moins de 1 ppm
		ebay.com	Moins et plus de 1 ppm
AMERIQUE LATINE et CARAÏBES	Antigua & Barbuda	amazon.com	Moins et plus de 1 ppm
		Brésil	produto.marchelivre.com.br
		shopee.com.br	Moins de 1 ppm
	Mexique	aliexpress.com	Moins et plus de 1 ppm
		amazon.com.mx	Moins de 1 ppm
		articulo.marchelibre.com.mx	Moins et plus de 1 ppm
		ebay.com	Plus de 1 ppm
	wish.com	Moins de 1 ppm	

Table b.2 : Contenu de mercure (selon les résultats du laboratoire) des tests XRF des PEP achetés sur plusieurs plateformes d'Afrique, Asie et Moyen Orient

	Pays d'achat	Plateforme de commerce électronique	Contenu de mercure par rapport au seuil de 1 ppm
AFRIQUE	Côte d'Ivoire	jumia.ci	Moins de 1 ppm
		ubuy.ci	Plus de 1 ppm
	Kenya	jiji.co.ke	Moins et plus de 1 ppm
		jumia.co.ke	Moins et plus de 1 ppm
		kilimall.co.ke	Plus de 1 ppm
		sky.garden	Moins de 1 ppm
	Nigéria	jiji.ng	Moins et plus de 1 ppm
		jumia.com.ng	Moins de 1 ppm
	Afrique du Sud	bidorbuy.co.za	Plus de 1 ppm
Ouganda	jiji.ug	Moins et plus de 1 ppm	
ASIE	Bangladesh	ajkerdeal.com	Plus de 1 ppm
		apsarah.com	Plus de 1 ppm
		clickbd.com	Moins et plus de 1 ppm
		daraz.com.bd	Moins et plus de 1 ppm
		Kablewala.com.bd	Plus de 1 ppm
		vinnobd.com	Plus de 1 ppm

MOYEN ORIENT	Inde	amazon.en	Moins et plus de 1 ppm
		flipkart.com	Moins et plus de 1 ppm
	Indonésie	bukalapak.com	Moins et plus de 1 ppm
		shopee.co.id	Moins et plus de 1 ppm
		tokopedia.com	Moins et plus de 1 ppm
	Népal	daraz.com.np	Moins et plus de 1 ppm
	Philippines	lazada.com.ph	Moins et plus de 1 ppm
		shopee.ph	Moins et plus de 1 ppm
	Thaïlande	aliexpress.com	Moins et plus de 1 ppm
		desertcart.co.th	Plus de 1 ppm
		ebay.com	Moins et plus de 1 ppm
		lazada.co.th	Moins et plus de 1 ppm
	shopee.co.th	Moins et plus de 1 ppm	
	ubuy.co.th	Moins et plus de 1 ppm	
	Bahreïn	ubuy.com.bh	Moins et plus de 1 ppm

Cette recherche confirme que la plupart des plateformes de commerce électronique ne sont pas suffisamment motivées pour vérifier la légalité des produits qu'elles vendent. Lorsqu'on leur a notifié dans le passé la vente de produits illégaux avec de hauts niveaux de mercure, leur réponse commune a été qu'elles retireraient volontairement ces produits de la vente et qu'elles mettraient en place davantage de filtres dissuasifs. Mais presque toujours, ces mesures n'ont pas servi à dissuader les vendeurs en ligne. Comme nous le soulignons dans le rapport de 2019, les recherches après 2018 ont démontré que les mêmes marques avaient encore de hautes concentrations de mercure dans plusieurs échantillonnages consécutifs autant dans les magasins physiques que sur les plateformes de commerce électronique.

Pour mieux comprendre ce phénomène, notre recherche de 2020-2022 a consisté à surveiller pendant 13 mois les plateformes de commerce électronique de 15 pays pour évaluer la disponibilité des nombreux PEP à hauts taux de mercure identifiés. Nous avons documenté qu'il y avait plus de PEP avec du mercure que ceux identifiés auparavant, régulièrement disponibles sur eBay (Belgique, Mexique, Thaïlande, États Unis), Ubuy (Bahreïn, Thaïlande), Shopee (Philippines) et Flipkart (Inde).

Pire encore, presque tous les PEP énumérés dans notre rapport de 2019 avec des taux de mercure de plus de 1 ppm sont toujours disponibles en trois fois plus de plateformes de commerce électronique que celles ciblées en 2019.

Implications politiques

Les lois en vigueur dans beaucoup de pays ne protègent pas convenablement les consommateurs contre les produits dangereux, falsifiés et illégaux vendus en ligne. Une raison fondamentale de cette faille est que la législation nationale permet souvent que les plateformes en ligne contournent leur responsabilité sur les produits qu'elles vendent. Ce manque de responsabilité empêche toute incitation à garantir la sécurité d'un produit et génère, tout au plus, des épisodes d'efforts volontaires pour éliminer les produits illégaux – efforts de courte durée et peu efficaces pour protéger les consommateurs. Les risques de sécurité des plateformes en ligne sont largement documentés et vont bien au-delà des PEP avec du mercure ajouté. En conséquence, les décideurs politiques et les tribunaux remettent de plus en plus en question un cadre juridique où les consommateurs ne sont pas protégés convenablement.

En outre, la production et le commerce illégaux de PEP avec du mercure ajouté continuent sans entrave à cause de la pauvre application, la coopération internationale insuffisante et les ressources inadéquates dédiées à cette question. Notre recherche a confirmé que la disponibilité mondiale de PEP avec du mercure ajouté est toujours large, aussi bien en ligne que dans les marchés locaux.

Recommandations politiques

A. Plateformes en ligne

En peu de mots, les gouvernements nationaux devraient garantir que la vente de produits interdits dans les magasins soit aussi interdite en ligne et les plateformes en ligne devraient assumer la responsabilité civile de garantir que les produits qu'elles vendent soient conformes à la législation sanitaire et de sécurité. Les plateformes agissent comme des magasins puisqu'elles profitent de chaque vente, dictent les règles des transactions, contrôlent le contenu du site web, influent sur le prix des produits et souvent distribuent les produits elles-mêmes. Par ailleurs, dans les cas où le vendeur se trouve hors du pays, la plateforme en ligne est souvent la seule option pour un consommateur qui cherche remède à des blessures provoquées par un produit peu sûr. La même chose peut être vraie pour les agences de réglementation qui doivent faire observer les lois relatives à la santé et la sécurité.

Les réformes juridiques en ligne doivent adhérer aux principes suivants pour mieux protéger les consommateurs :

1. Les gouvernements devraient établir de normes de responsabilité claires portant sur la conformité des produits de consommation et appliquer les lois de santé et sécurité pour les produits vendus sur les plateformes de commerce électronique, avec des amendes et des sanctions comparables à celles imposées aux magasins. Il faudrait aussi établir la responsabilité pour les blessures causées aux consommateurs et pour le manque d'un contrat de prestations.
2. Du fait de la réforme de la responsabilité, les plateformes de commerce électronique devraient être tenues à filtrer et à contrôler les vendeurs et les produits. Le vendeur devrait fournir à la plateforme internet les preuves de conformité avec les lois sanitaires et de sécurité, y compris une preuve

d'authenticité du produit par rapport à son étiquette, la liste complète des ingrédients et les certificats de conformité exigences du contenu. Les contrevenants récidivistes ne devraient pas pouvoir revenir sur la plateforme ni y rester. Et les plateformes en ligne devraient être légalement obligées à partager l'information dont elles disposent sur les vendeurs transgresseurs.

3. Les plateformes de commerce électronique devraient publier leurs mesures de conformité en vigueur là où elles puissent être vérifiées par des régulateurs indépendants, y compris les échéances de mise en conformité.
4. Les consommateurs devraient pouvoir accéder à la même information en ligne que celle requise aux magasins, y compris l'information sur l'étiquette.
5. Les plateformes en ligne devraient être tenues d'identifier les vendeurs tiers, avec leur nom, situation géographique et autres données d'identification. Les vendeurs tiers devraient être obligés à consentir à la juridiction des tribunaux du pays de la plateforme et à désigner des représentants légaux du pays autorisés à agir au nom du fournisseur lors de procédures réglementaires ou de litiges avec les consommateurs blessés.
6. Les plateformes en ligne devraient être tenues responsables de la vérification du vendeur tiers et des exigences sur l'information et les ingrédients.

B. Production et commerce illégaux

Nous réitérons et élargissons les recommandations de nos rapports d'échantillonnage de 2018 et de 2019 et du rapport d'application de 2019. Pour aborder la production et le commerce illégaux, un solide programme est requis qui contrôle le commerce légal de produits avec du mercure ajouté, y compris les PEP, de sorte que les infractions puissent être clairement établies et poursuivies. Une fois l'infrastructure d'application mise en œuvre, on pourra mettre en place des stratégies de détection et de recherche en collaboration avec toutes les grandes agences gouvernementales, la société civile et les partenaires internationaux. La collaboration régionale et la coordination internationale faciliteront l'application. Les éléments essentiels sont :

1. Les exigences de licence/registre pour importer/utiliser du mercure ou des composés de mercure. Il faut noter que l'autorité responsable de l'importation et de l'approbation d'utilisation doit couvrir les composés de mercure et pas seulement le mercure élémentaire, parce que les composés de mercure sont les plus courants dans les PEP avec du mercure ajouté. Les tarifs associés à la licence et le registre peuvent constituer une ressource pour financer le programme de surveillance.
2. Les exigences en matière d'étiquetage pour les cosmétiques doivent inclure la liste complète des ingrédients. Tous les cosmétiques doivent être étiquetés conformément aux lois du lieu de destination, avec une information précise sur les ingrédients, le producteur, l'adresse et le pays de fabrication. La langue de l'étiquette doit être comprise dans le pays de destination.
3. Des amendes et des sanctions sévères pour l'utilisation illicite de mercure dans les produits, pour le manque de conformité des exigences de licence/registre ou d'étiquetage et/ou pour apporter de fausses informations ; des sanctions qui

comprennent la confiscation des profits illégaux, le transfert des coûts de stockage de la marchandise saisie et du procès judiciaire à leurs dépens, et la prison.

4. Développer la capacité des agences douanières y compris la formation, les matériels (guide de référence rapide/liste de vérification/manuel), l'achat de dispositifs de détection in situ (voir plus bas), le support technique, l'établissement des profils de risque (en analysant les zones de libre commerce), la gestion des marchandises saisies et la coordination avec le système administrateur des licences et registres.
5. La collaboration transfrontière entre pays qui exportent des PEP. La collaboration entre pays est essentielle et peut aider à tirer parti des ressources limitées pour partager les coûts et l'expérience technique, par ex., pour surveiller les marchés et l'exécution, l'échange d'informations, l'inspection et les analyses du produit et la formation.
6. La capacité de détection et de mesure à la fois in situ, et appuyée par un laboratoire certifié qui compte avec l'accès nécessaire pour confirmer les tests. Les mesures de PEP in situ se font généralement avec un spectromètre de fluorescence par rayons X (XRF). Il est essentiel de disposer d'un dispositif portable et facile à l'emploi qui mesure la présence de métaux dans les solides et les liquides. Il faudra former les utilisateurs de ce dispositif, autant pour l'employer avec précision que par sécurité des personnes utilisatrices parce qu'il constitue une source de radiation. L'appui d'un laboratoire peut s'avérer nécessaire pour obtenir des mesures précises ou pour calibrer les résultats du XRF, comme lorsque des cristaux ou des sels de mercure sont observés dans un PEP, indiquant que le produit n'est pas homogène.
7. La collaboration avec les producteurs de PEP légaux et avec les ONG sur les programmes d'application et l'éducation/divulgence dans la société en général.
8. L'échange d'information et la coopération régionale et globale, comme les alertes de produit ou les mécanismes de détention, les études de marché et le développement de capacité. Les systèmes d'alerte régionale, comme le système EU RAPEX, peuvent servir à partager rapidement l'information sur les produits non conformes entre pays collaborateurs. La coopération dans les études de marché, comme l'"Opération Pangea" coordonnée par des organisations telles qu'INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le Forum permanent sur la délinquance pharmaceutique internationale (PFIPC), etc., peut aider à renforcer les efforts d'application.

Enfin, les différents organismes de la Convention de Minamata sur le mercure devraient prêter une attention prioritaire à cette question. Les ressources de la Convention devraient servir à créer une plateforme d'échange d'information, à développer des matériels et des ressources telles qu'un manuel de formation pour les fonctionnaires des douanes et les forces de l'ordre, le développement de capacité pour promouvoir et appuyer la collaboration régionale et un groupe qui achète et s'occupe de la formation en XRF. Le Comité de mise en œuvre et du respect des obligations de la Convention de Minamata devrait considérer prioritaire cette question, développer des stratégies immédiates et à long terme pour faire face au problème y compris quantifier les ressources nécessaires. En outre, la Conférence des Parties doit commencer à

“évaluer si le commerce de certains composés spécifiques de mercure compromet l’objectif de la Convention et décider si certains composés spécifiques de mercure” devraient être soumis à des restrictions commerciales, en vertu de l’article 3, Paraphe 13 de la Convention. Le premier pas de ce processus pourrait être une évaluation de l’offre, du commerce et de l’utilisation des composés de mercure au niveau globale, comparable aux études publiées auparavant sur le mercure élémentaire.

Auteurs et analystes classés par ordre alphabétique de nom de famille : Michael Bender, Mercury Policy Project ; Charline Cheuvart, Rina Guadagnini et Elena Lymberidi-Settimo, Bureau européen de l’environnement ; David Lennett, Natural Resources Defense Council (contribuant aux parties politiques du rapport); Andreas Prevodnik, Société suédoise pour la conservation de la nature.

Avec le soutien des ONG des organisations membres du ZMWG suivantes et d’autres ONG, répertoriées par ordre alphabétique, qui ont fourni des informations et des données pour ce rapport :

BAN Toxics, Philippines ; Bio Vision Africa, Ouganda ; Casa Cem, Mexique ; Center for Public Health and Environment (CEPHED), Népal ; Center for Environment Justice and Development (CEJAD), Kenya ; Centre Africain pour la Santé Environnementale (CASE), Côte d’Ivoire ; Earth, Thaïlande ; Environment and Social Development Organization (ESDO), Bangladesh ; Environment Friends Society, Bahreïn ; European Environmental Bureau (EEB), Belgique ; groundWork (gW), Afrique du Sud ; Integrated Health Outreach (IHO), Antigua et Barbuda ; Mercury Policy Project (MPP), USA ; NEXUS3Foundation, Indonesia ; Sustainable Research and Action for Environmental Development (SRADev), Nigéria ; Toxics Link, Inde ; et Toxisphera Environmental Health Association (TEHA), Brésil.

Avec le soutien gouvernemental du Dr Custer Deocaris, Raymond Sugang et Dave Gabriel Cadungog de l’Institut de Recherche Nucléaire des Philippines, ainsi que du Dr Linroy Christian, Département des services analytiques, Ministère de l’agriculture, Antigua-et-Barbuda, qui ont fourni des services d’analyse et de test.

Édition et révision technique : Peter Maxson, Concorde Est/Ouest, Belgique.

Conception de la publication : Tibor Juhasz (www.tiborjuhasz.com) et Sarah Abou-Chleih, EEB.

Ce rapport est dédié à notre ami, collègue et mentor,
Dr. Mahmood A. Khwaja, Sustainable Development Policy Institute, Pakistan.

Financé par :

- Agence suédoise pour le développement international et (SIDA) a travers la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC)
- La Fondation Sills Family
- Le programme LIFE de l’Union Européenne

Cette communication reflète les points de vue et les recommandations des auteurs et non pas nécessairement celle des donateurs.

